

Une voix: Bravo!

M. Broadbent: Je sais que les libéraux n'aiment pas les faits. Rien ne dérange plus un libéral qu'un fait. Je ne veux pas trop troubler ce libéral dans la dernière rangée, et je ne parlerai donc plus de faits. Il n'en demeure pas moins que les quatre ou cinq produits que je viens tout juste de mentionner ont été tirés d'une liste qui est beaucoup plus longue et dont toutes les augmentations de prix étaient de même ordre, soit de 10 à 30 p. 100 en une semaine. Ce que moi et mon parti disons, c'est qu'il nous faut une commission de surveillance des prix qui soit autorisée à faire enquête sur des augmentations de prix du genre et à ordonner des rappels immédiats. On ne peut certes pas justifier ce genre d'augmentations de prix pour les produits que j'ai mentionnés.

Deuxièmement, dans le domaine de l'alimentation, le NPD a lancé un message dans la récente campagne électorale en Ontario et le répète dans celle du premier ministre Barrett en Colombie-Britannique. C'est qu'il nous faut arrêter l'affectation à d'autres fins des meilleures terres agricoles au Canada. La désaffectation des meilleures terres agricoles entraînera inévitablement des augmentations de prix des aliments. Troisièmement, nous préconisons l'extension du principe des offices de commercialisation à d'autres produits agricoles que ceux qui sont actuellement visés. Les offices de commercialisation ont connu certains problèmes à court terme; personne ne le niera. Toutefois, à long terme, la commercialisation ordonnée est le meilleur principe pour les cultivateurs; elle leur garantit des prix raisonnables sur une certaine période. Le consommateur urbain en profite aussi. Ce sont des propositions précises visant les coûts des produits alimentaires, mais le gouvernement n'a donné suite à aucune d'elles, pas même en principe. Il aurait pu le faire antérieurement. Elles s'imposent maintenant.

Outre ces propositions bien nettes visant les produits alimentaires, le logement et l'énergie, qui, si le gouvernement y donnait suite maintenant, réussiraient à entraîner une baisse considérable du coût de la vie pendant les mois à venir, le gouvernement devrait reconnaître que dans un grand secteur de l'économie canadienne, il n'y a nulle concurrence à soutenir. Depuis un certain temps, on reconnaît que, non seulement dans l'économie canadienne, mais dans l'économie américaine et dans celle de l'Europe occidentale, le développement économique capitaliste a amené, dans chaque pays, la domination de certains secteurs par une poignée de sociétés qui ne se font aucune concurrence. Aucun économiste sérieux ne mettrait aujourd'hui ce jugement en doute. Qu'a donc fait le gouvernement? Dans un style propre au parti libéral, il a repris ce que j'estime être une excellente idée néo-démocrate, une idée pour laquelle nous plaçons depuis des années, à savoir que, dans les secteurs clés de l'économie où il n'existe pas de concurrence, on devrait appliquer le blocage des prix et toute société devrait alors être en mesure de justifier toute hausse. Telle était notre idée, mais le gouvernement la retourne.

● (1230)

Par sa proposition, notre parti voulait tenir compte de la réalité économique. Mais c'est précisément ce que les libéraux se refusent à faire. Ils ont adopté une idée fondamentalement valable, je peux le dire sans fausse modestie, mais ils l'ont complètement retournée. Le ministre des Finances (M. Macdonald) a choisi les 1,500 sociétés les plus importantes, mais au lieu de leur demander de justifier leurs futures hausses de prix, il leur a déclaré: vous pouvez

Programme anti-inflation

continuer tranquillement à augmenter les prix, c'est au public qu'il incombera d'enquêter sur ces augmentations. Autrement dit, le gouvernement propose d'établir des rouages compliqués et coûteux pour enquêter sur les hausses de prix, une fois qu'elles auront été appliquées.

Si le gouvernement avait proposé un blocage sélectif dans certains secteurs non concurrentiels et demandé aux sociétés de justifier toute augmentation, c'eût été un moyen de lutter contre l'inflation beaucoup plus simple et beaucoup plus efficace.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Finalement, pour arriver à juguler l'inflation, nous nous serions montrés beaucoup plus durs et nous aurions agi de manière impitoyable à l'égard de certains ministères gouvernementaux et de certains programmes à éliminer. Lorsque le Livre blanc nous a été présenté, le gouvernement semblait attendre de tous les ministères qu'ils effectuent des réductions budgétaires. Nous avons rejeté cette méthode. Au nom de mon parti, j'affirme que certains programmes ne devraient pas être supprimés. Mais par contre, certains services qui n'ont aucune valeur devraient être éliminés sans merci. Je ne veux pas le répéter, car je l'ai déjà déclaré à la Chambre il y a une semaine, lorsque j'ai souligné, au nom du parti néo-démocrate, quels sont les programmes qui devraient être entièrement supprimés. Il est temps que le gouvernement fasse preuve de détermination à l'égard de certains d'entre eux, qu'il élague ceux dont on peut se passer, sans oublier que certains autres exigent, par leur nature même, une augmentation de leur budget, non une réduction.

Tel est notre programme. En bref, nous rejetons les propositions du gouvernement, tout d'abord parce qu'elles ne visent pas réellement et effectivement à diminuer le coût de la vie dans les domaines de l'énergie, du logement et de l'alimentation, ensuite parce que, dans son ensemble, le remède qu'on nous propose pour combattre l'inflation est injuste et irréalisable. Les mesures sur le contrôle des salaires que préconise le gouvernement pourront certainement maintenir les augmentations dans le cadre des directives officielles. Le gouvernement sait qu'elles ne pourront pas assurer aux 65 p. cent des Canadiens non syndiqués les augmentations auxquelles ils ont droit, d'après ce même gouvernement. Les travailleurs économiquement faibles, les travailleurs non syndiqués n'ont aucun espoir d'obtenir ne serait-ce que le minimum que le gouvernement leur reconnaît théoriquement.

De plus, en ce qui concerne les revenus des professions libérales, la proposition du gouvernement est une plaisanterie. Si le ministre voulait contrôler ces revenus, il sait par expérience qu'il fallait leur appliquer une surtaxe de 100 p. cent. C'est la seule façon de rendre le système équitable et c'est justement cette mesure qu'il a refusé de prendre. En ce qui concerne les prix, je répéterai simplement ce que les députés de mon parti ont déjà dit. La méthode indirecte de contrôle que propose le gouvernement ne peut pas réussir. Elle est trop complexe et les sociétés ont des experts-comptables qui, sans enfreindre la loi, peuvent par des manœuvres habiles camoufler les profits. Comme si les sociétés n'avaient pas ainsi une magnifique porte de sortie, le gouvernement s'est empressé d'énumérer sur le Livre blanc une série d'exceptions qui leur permettent d'échapper complètement aux directives. Par exemple, toute entreprise ayant réalisé des gains de productivité extraordinaires ou une évolution favorable des coûts imprévisible y échappe ou encore une entreprise qui réinvestit ses bénéfices pour accroître sa mise de fonds.